

COMMUNE  
DE  
LA HOUSSAYE-en-BRIE

ARRÊTE N° 77 229 25 00064

Tél : 01 64 07 41 27

Mail : [mairie@lahoussayeenbrie.fr](mailto:mairie@lahoussayeenbrie.fr)

Secrétariat fermé le mercredi après-midi

**PORTANT RESTRICTION DE CIRCULATION ET INTERDICTION DE DÉPASSEMENT  
ENTRE LE 519 ROUTE DE COULOMMIERS ET LE 41 DE LA RUE DES VERGERS**

Le Maire de LA HOUSSAYE-en-BRIE, Seine-et-Marne,

Vu le code de la route et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-6,

Vu la demande formulée le 07 novembre 2025 par l'entreprise TPF sise 86 rue Louise de Vilmorin à Mennecy (91540), mandatée par l'entreprise ENEDIS sise 18 Avenue du Président Roosevelt à Meaux (77100)

Vu la permission de voirie n°DR-PV-2025-02825 délivré par l'Agence Routière Départementale de Melun Vert-Saint-Denis ;

Considérant qu'en raison des travaux de tranchées pour raccordement électrique souterrain, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement, dans un but de sécurité publique,

Vu l'intérêt général,

**ARRETE**

**Article 1** : La vitesse sera limitée à 30 km/h et les dépassements seront interdits au droit des travaux à 25 m en amont et en aval, sauf aux véhicules et engins nécessaires à l'entreprise TPF du 1er décembre 2025 au 30 décembre 2025 entre le 519 route de Coulommiers, le croisement de la rue de Bussière et de la route de Coulommiers et jusqu'au 41 de la rue des Vergers.

**Article 2** : Le sens de la circulation sera alterné manuellement et le basculement des piétons se fera sur le trottoir opposé si nécessaire.

**Article 3** : La signalisation des travaux sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvées par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992. La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par les soins de l'entreprise ERTP.

**Article 4** : L'entreprise TPF devra cependant garantir le passage transports collectifs et des services de collectes pendant la durée des travaux.

**Article 5** : Aussitôt après achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances.

**Article 6** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 7** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire de La Houssaye-en-Brie ainsi que d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. Il est rappelé que l'absence de réponse par le tribunal administratif dans le délai de deux mois eu recours administratif vaut rejet implicite, lequel peut lui-même être contesté dans un délai de deux mois devant ledit tribunal.

**Article 8** : Monsieur le Maire de la commune de La Houssaye-en-Brie, Monsieur le commandant de la brigade de gendarmerie de Mortcerf sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 9** : L'ampliation du présent arrêté sera adressée :

- A la gendarmerie de Mortcerf,
- Aux Services d'Incendie et de Secours de Fontenay-Trésigny,
- A Keolis
- A COVALTRI
- A l'entreprise TPF



